

Intégration économique régionale: Quelles contributions à l'émergence du Cameroun

[Regional economic integration: What contributions to Cameroon's emergence]

Ehode Elah Raoul¹, Nourou Mohamadou², and Cheboh Ndangoson Ezechie³

¹Chargé de Recherche, Centre National d'Éducation-MINRESI, Membre de l'académie des jeunes scientifiques du Cameroun, BP 1721 Yaoundé, Cameroon

²Attaché de recherche, Centre national d'Education, MINRESI, Master en Sociologie, option Population et Développement, Doctorant en Sociologie à l'Université de Maroua, Cameroon

³Attaché de recherche, Centre national d'Education, MINRESI, Cameroon

Copyright © 2021 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The objective of this paper is to demonstrate that regional economic integration can contribute to the emergence of Cameroon. Our research hypothesis is that limiting trade barriers increases the quantity of Cameroon's exports to the CEMAC sub-region and makes it more competitive. In the light of the econometric analysis based on the error correction model (ECM), the econometric estimation of the relationship between GDP per capita, investment, the trade liberalization index, etc., has led us to say that trade openness, supported by regional integration indices, has a positive impact on the Gross Domestic Product (GDP) per capita in Cameroon. Thus, trade openness will allow Cameroon to raise the standard of living of its populations and to achieve the objective of its vision of emergence in 2035, provided that the related provisions are an effective reality and that the market is considered as such.

KEYWORDS: integration, homogeneity, agreement, development, index.

RESUME: L'objectif de ce papier est de démontrer que l'intégration économique régionale peut contribuer à l'émergence du Cameroun. Notre hypothèse de recherche consiste à dire que la limitation des obstacles au commerce augmente la quantité des exportations du Cameroun dans la sous-région CEMAC et le rend plus compétitif. A la lumière de l'analyse économétrique axée sur le modèle à correction d'erreur (MVCE), l'estimation économétrique de la relation PIB par tête, investissement, l'indice de libéralisation des échanges..., nous a conduit à dire que l'ouverture commerciale, appuyée par les indices d'intégration régionale, a un impact positif sur le Produit Intérieur Brute (PIB) par tête au Cameroun. Ainsi, l'ouverture commerciale permettra au Cameroun de relever le niveau de vie des populations et d'atteindre l'objectif de sa vision d'émergence en 2035 à condition que les dispositions y relatives soit une réalité effective et de considérer ce marché comme tel.

MOTS-CLEFS: intégration, homogénéité, accords, développement, indice.

1 INTRODUCTION

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, plus de 100 accords d'intégration régionale ont été notifiés au GATT/OMC. Cependant, ceux qui ont donné lieu à une intégration économique effective sont rares ([15]). Selon [20], l'intégration économique concerne fondamentalement l'efficacité de l'utilisation de ressource et prend en compte l'aspect spatial. Les conditions nécessaires pour son plein accomplissement incluent: la libre circulation des marchandises et des facteurs de production d'une part et l'absence de discrimination parmi les membres du groupe d'autre part. Dans sa mise en œuvre, l'intégration régionale induit deux effets à savoir un effet de création de commerce et un effet de détournement de commerce selon [30]). Alors que l'effet de création de commerce se traduit par la décision des consommateurs des pays membre d'acheter en priorité aux producteurs des autres pays membres des quantités plus importantes de marchandises, l'effet de détournement du commerce s'explique par l'augmentation des échanges du fait de la création artificielle des différences de coûts ([30] et [13]). Les prolongements des travaux de Viner (1950) fait

par les auteurs comme [24] ont permis d'enrichir les connaissances sur les problématiques de l'incidence de l'intégration économique régionale sur l'utilisation des ressources du côté des consommateurs, sur le bien-être d'une part et avec [24] sur les avantages que l'union peut présenter en termes de marché pour chaque économie membre ([13]).

Si dès 1962, François Perroux mettait en avant le rôle des "zones d'échanges organisées" et des "communautés fonctionnelles" pour booster les économies, la dynamique liée à la régionalisation n'a été prise en compte par les pays en développement qu'après la seconde guerre mondiale, à la suite de leur accession à l'indépendance ([9]). Toutefois, les processus d'intégration régionale résultent de choix politiques et économiques qui se fondent sur des interactions étroites entre les analystes, les acteurs et les dynamiques économiques et politiques. Le concept d'intégration recouvre deux types de dynamique: la dynamique du marché et celle des accords politiques ([9]). La dynamique des marchés résulte de l'essor des flux commerciaux et financiers et des mouvements des facteurs de production. Pour la dynamique des accords politiques, elle se fonde sur des accords intergouvernementaux à géométrie variable et suppose la mise en place des institutions ([9]). Ainsi, au plan économique, les pays sont intégrés lorsque "leurs relations réelles et monétaires sont si intenses que leurs marchés réagissent simultanément aux mêmes chocs" ([6]).

Les questions relatives à l'intégration régionale en Afrique datent des années 1960 avec la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963 qui envisageait de créer une Afrique unie sur les plans économique, politique et social ([13]). Cette idée a été consolidée sous l'influence du Plan d'action de Lagos élaboré de 1980 qui avait pour objectif de renforcer l'intégration au niveau sous régional avec la création de plusieurs nouvelles Communautés Economiques Régionales (CER) en 2000 tel l'UMA, CEEAC, SADC, etc. et la consolidation des CER existante (CEDEAO, UEMOA, CEMAC, COMESA, ...) ([13]). Sur plus de 200 organisations régionales que compte l'Afrique, l'Union Africaine ne reconnaît que cinq CER à savoir: la CEDEAO, la CEEAC, la SADC le COMESA et l'UMA ([18]).

L'intégration en Afrique Centrale est caractérisée par la juxtaposition de communautés économiques régionales qui visent la création d'un espace sous régional intégré pour garantir les conditions optimales d'un marché plus vaste. Parmi les principales CER de l'Afrique centrale, le Cameroun est membre de deux à savoir: la CEMAC et la CEEAC ([5]). Avec une population totale de 137 555 millions d'âmes, suivi d'un taux de fécondité de 5,5%, l'Afrique centrale représente un vaste marché pour chaque Etat membre ([5]). Ajouté à un taux de croissance de 3% de la population et un volume des échanges intra-régional de 292,5 milliards de dollars, les réformes visant le renforcement de la bonne gouvernance ainsi que le développement du commerce intra régional pour créer une croissance forte, durable, transformatrice et inclusive trouvent tous leurs sens ([5]). Le potentiel commercial en Afrique centrale s'annonce intéressant au regard des chiffres sus-évoqués.

Au regard de ce qui précède, l'objectif de ce travail est de montrer que l'intégration économique régionale en Afrique centrale peut contribuer à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035. En d'autres termes, l'intégration économique régionale peut-elle faciliter l'émergence d'un pays ? Pour répondre à cette préoccupation, nous faisons l'hypothèse que la limitation des obstacles au commerce augmente la quantité des exportations du Cameroun dans la sous-région CEMAC et le rend plus compétitif. Ainsi, nous avons adopté une méthodologie axée sur les étapes suivantes: (i) la recherche et l'examen des documents existants, (ii) la recherche des bases de données (Banque mondiale, BEAC, BAD, INS) (iii) la recherche à travers différentes sources telles que les bibliothèques et certains documents relatifs aux activités de chaque CER (iv) l'estimations du modèle économétrique appliquées aux données de l'économie camerounaise. De ce point, notre travail se structure comme suit: l'intégration économique comme facteur de développement (I), présentation des coûts, les avantages de l'intégration économique Régionale et les politiques d'appui (II) et l'évaluation empirique de l'effet de l'intégration régionale sur le développement du Cameroun (III).

2 INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE (IER) COMME FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT

La décision des Etats de s'associer pour commercer ensemble est soutenue par une volonté commune des autorités politiques. A ce titre, elle suppose un certain nombre d'engagement et de perte de souveraineté sur certains aspects de l'économie. Ainsi, cette session de notre travail met en évidence les enjeux, les étapes et la mesure du niveau d'intégration régionale dans la CEMAC et la CEEAC du fait l'appartenance du Cameroun, notre champ d'étude.

2.1 LES ENJEUX DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE EN AFRIQUE CENTRALE

Le concept d'intégration renvoie à l'idée de la fusion de deux ou plusieurs unités distinctes en vue de former une nouvelle entité ([12]). L'idée de l'intégration économique se consolide autour de l'idéologie du rapprochement, d'une unification complète, prélude à la formation d'une entité politique nouvelle. Après la deuxième guerre mondiale, les objectifs poursuivis par les Etats étaient la conquête de la paix, de la sécurité, du développement et du plein-emploi. De ce point de vue, l'intégration se présentait comme la seule façon pour les Etats de se mettre ensemble afin de poursuivre ces objectifs tant au niveau national que régional, tout en créant de grands espaces économiques de solidarité dotés d'institutions communes ([12]) et ([2]). Le traité d'Abuja portant création de la communauté économique africaine était basée sur les facteurs intégrateurs tels que: les transports et les communications, l'industrie, l'agriculture, l'énergie, l'éducation, la science et technologie, le commerce, la monnaie et les finances ([31]). Partant du même traité, l'idée de créer les communautés économiques sous régionales a vu le jour donc la CEEAC jumelé à la CEMAC. De ce point de vue,

l'objectif de la CEEAC est de réaliser l'autonomie collective, relever le niveau de vie de ses populations et maintenir la stabilité économique à travers une coopération harmonieuse. Son but ultime est l'établissement d'un Marché Commun de l'Afrique Centrale ([31]). En raisonnant en terme de chaine de valeur de l'intégration, on peut affirmer que le maillon manquant de l'intégration régionale en Afrique centrale s'explique par la faiblesse de politique régionale et la constitution de chaînes de valeur régionale ([4], [2], [23] et [26]). Or l'intégration régionale peut faciliter la création des économies d'échelle, la mise en place de l'esprit de complémentarités au sein des chaînes de valeur régionale, peut garantir le cumul des règles d'origine et instaurer une cohérence entre les accords de libre-échange entre partenaire bilatéraux (Sud-Sud, Nord-Sud) ([12]).

2.2 LES DIFFÉRENTS TYPES D'ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

L'intégration régional représente la mise en place d'un système commun de règles de la part des pouvoirs publics en liaison avec les acteurs privés. Ce système se traduit par la création des institutions chargées de sécuriser et de stabiliser l'environnement, gage de la crédibilité de l'union (et ([13])). Ainsi, le processus d'intégration dans les pays africains de la Zone Franc (UEMOA/CEMAC) passe aussi par les harmonisations du droit des affaires (OHADA), des fiscalités et du code des assurances (code CIMA). Ce qui est attendu d'un accord régional finalisé c'est l'ancrage des politiques favorisant la prévisibilité, l'attractivité des capitaux et des technologies. Toutefois, une intégration économique finalisée suit les cinq étapes conçues sur la base des accords ([3] et [4]) ¹ Il s'agit de: la Zone de libre-échange, l'union douanière, le marché commun, l'union économique, l'union économique et monétaire (U.E.M) ([31]).

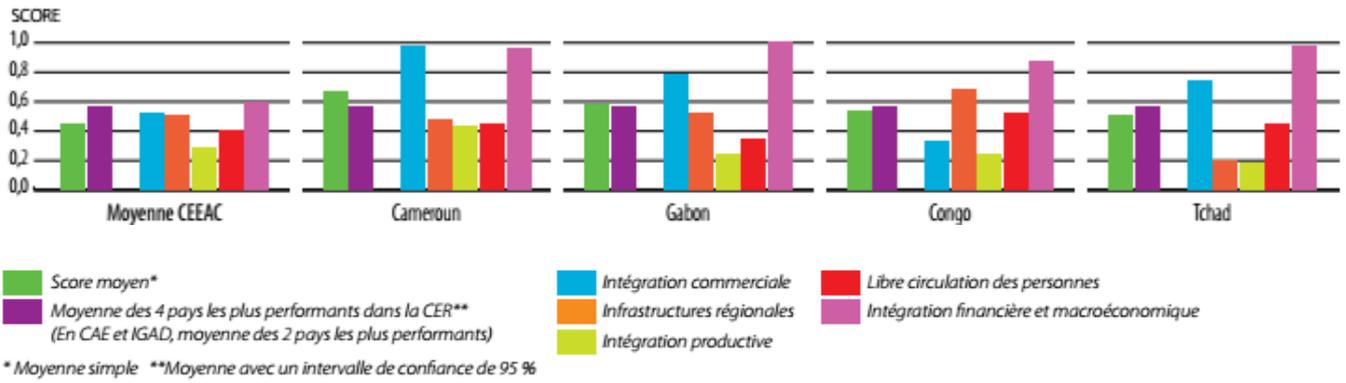
	Intégration du marché	Intégration monétaire	Intégration de la politique économique	Taux de change fixe ou monnaie commune	Politique économique commune
	Elimination des obstacles au commerce	Politique commerciale commune	Mouvement des facteurs de productions et des biens financiers.		
1. Zone de libre échange					
2. Union douanière					
3. Marché commun					
4. Union monétaire					
5. Union économique et monétaire					

Source: [31]

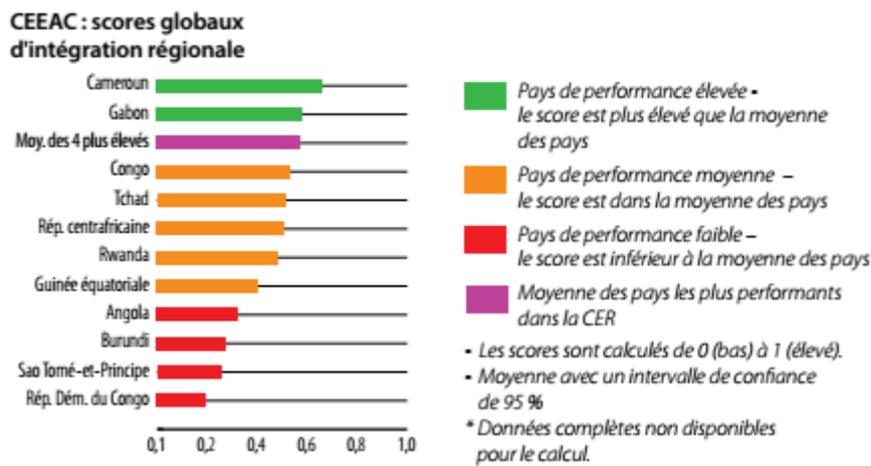
2.3 LA MESURE DU NIVEAU D'INTÉGRATION DU CAMEROUN DANS LA CEMAC ET LA CEEAC

Parmi les Communautés Régionales Reconnues par l'UA, la CEEAC en fait partie et par ricochet la CEMAC. À ce titre, les efforts que consent ces pays dans le sens de la réalisation des objectifs communs sont assez importantes et remarquable par rapport aux autres pays. À ce titre, les schémas ci-dessous obtenus à partir des travaux du Rapport de la [10], montre que le Cameroun est l'un des pays qui réalisent de meilleur score d'intégration. Ainsi, pour les variables intégrations économiques, intégration financière et macroéconomique, le Cameroun a le plus gros score. Avec un score d'intégration supérieure à la moyenne globale ([10]).

¹ S'agissant de la constitution d'une zone de libre-échange, est le premier niveau d'intégration économique. A ce niveau de l'accord, les pays membres s'accordent sur l'abolition des droits de douane et de toutes les restrictions commerciales sur l'ensemble des échanges commerciaux. Pour ce qui concerne l'une union douanière, elle se caractérise par l'harmonisation des politiques douanières pour tous les pays membres vis-à-vis des non-membres ; avec l'adoption d'un Tarif Extérieur Commun ou Tarif Douanier Commun) La création d'un marché commun est la résultante de l'Union douanière, la libre-circulation des facteurs de production (liberté de circulation des capitaux, des hommes etc). Quant à la création de l'union économique, elle intègre toutes les dispositions du marché commun auquel s'ajoute l'harmonisation des politiques : les politiques fiscales, sociales, sectorielles, monétaires (politique agricole, politique de concurrence, politique de sécurité : Espace Schengen, etc) L'une union économique et monétaire (U.E.M) est la dernière étape, elle intègre toutes les étapes précédentes du processus d'intégration régional auquel s'ajoute la monnaie commune



Source: ([10]).



Source: ([10]).

3 LES COÛTS, LES AVANTAGES DES IER ET LES POLITIQUES D'APPUI

3.1 LES COÛTS ET LES AVANTAGES DES ACCORDS RÉGIONAUX

Avoir la maîtrise des coûts et les bénéfices que le processus d'intégration peut engendrer pour un pays membre d'un accord commercial régional est un préalable pour conclure sur la nécessité de signer ou pas de tel accord. De manière spécifique, il convient dans cette partie de notre travail de mettre en évidence les conditions d'un commerce équitable dans le cadre d'une intégration régionale en générale et en Afrique centrale en particulier. De prime à bord, la création d'une communauté économique régionale entraîne selon [30] deux effets: la création des échanges commerciaux entre pays membres (effet positif) et le détournement des échanges commerciaux au détriment des pays tiers (effet négatif) ([30]).

Il y a création des échanges commerciaux lorsque plusieurs pays réunis au sein d'une union douanière décident de réduire ou de supprimer les droits de douane sur les importations en provenance des pays membres et que cette action entraîne pour des membres au moins d'augmenter ses exportations en direction des autres pays membres. En revanche, il y a détournement des échanges, parce que les discriminations dont subissent les importations des pays tiers peut détourner les flux commerciaux vers pays membres tout en leur permettant d'exporter plus entre eux ([24] et [29]).

En terme d'avantage, l'intégration régionale a la particularité de donner la possibilité aux Etats de mutualiser leurs effets pour trouver des solutions aux problèmes à la fois économiques, politiques, sociaux, infrastructurels et environnementaux ([22] et [10]). De manière spécifique, l'intégration offre un certain nombre d'avantages au pays membre à savoir: -La réduction des droits de douane - La libre circulation des hommes et des biens -Le tarif extérieur commun -Les institutions communes de gestion des affaires de la communauté économique -Une monnaie unique le cas échéant, un marché commun plus large pour les exportations, augmente le bien être des producteurs (possibilité d'économie d'échelle), du consommateur (produit à bas prix). A côté de ces avantages il faut ajouter les effets de la concurrence, la nécessité de diversification des économies, la mise à niveau des entreprises pour faire face à la concurrence, le coût des investissements plus lourd et contraignant ([13], et [9]).

Sur le plan économique, l'achèvement du marché commun dans le cadre de l'accord d'intégration économique basé sur la suppression définitive des barrières douanières, la libéralisation des marchés publics et la libéralisation financière devaient produire un "effet d'offre" susceptible de soutenir la croissance, l'emploi et la stabilité des prix. D'une part, l'augmentation de la taille des marchés permet d'accélérer les économies d'échelle qui réduisent les coûts (diminution des coûts fixes unitaires suite au volume de production plus important) et qui, en même temps, permettent des effets d'apprentissage ou d'expérience qui augmentent la productivité (meilleure maîtrise du processus de production et de l'organisation). D'autre part, l'intensification de la concurrence pousse les entreprises à accélérer leur modernisation en termes de gestion et en termes d'innovation et de progrès technique. En définitive, la meilleure productivité doit ensuite se répercuter par une baisse des coûts ([7], [24], [25]).

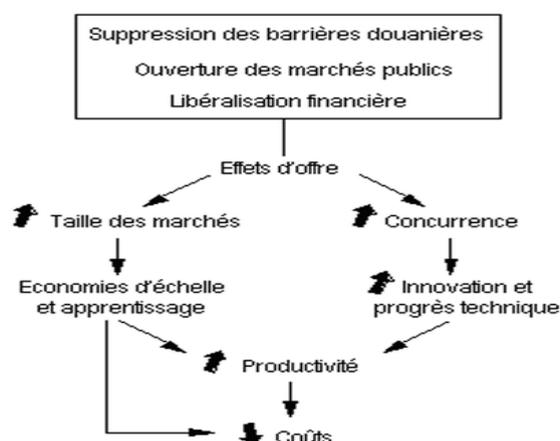


Schéma: Les effets attendus d'une intégration économique régionale

Source: http://unt.unice.fr/auneg/M2/environnement_economique_et_social_Nancy2/co/Contenu_233.html consulté le 07/11/2016

3.2 INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE SOURCE DE NOUVELLE OPPORTUNITÉ D'AFFAIRE ET D'ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE: UNE CONTRIBUTION DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE RÉGIONAL (PER) DE LA CEMAC

Malgré le faible impact sur la pauvreté, et la fragilité de ses bases, la performance à long terme des économies de la CEMAC montre que la zone connaît une réelle dynamique de croissance depuis une décennie. Toutefois, les économies de la CEMAC présentent des faiblesses structurelles qui freinent leur décollage économique: ajouté à la faible compétitivité de la zone, l'intégration est peu avancée. Conscient des défis sécuritaires, de paix, la protection de son environnement et des écosystèmes qui sont les leurs dans la sous région, les États membres de la CEMAC ont décidé mettre sur pied le Programme Économique Régional (PER) pour faire face au problème de la faible croissance économique, l'instabilité, le CEMAC à deux vitesses et l'émergence. Cette vision politique vise à

« Faire de la CEMAC en 2025 un espace économique intégré émergent, où règnent la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance, au service du développement humain » ([17]).

Cette émergence souhaitée des pays de la CEMAC passera par les cinq piliers de croissance clairement identifier: l'énergie, l'agro-industrie, économie forestière, l'élevage et pêche, les mines et la métallurgie. Toutefois, la mise en œuvre des microprogrammes élaborés au sein de ces piliers de croissance permettra à l'horizon 2025, de redessiner l'aménagement du territoire de l'espace CEMAC, avec l'émergence de six pôles économiques régionaux construits pour faciliter la relance économique de la sous-région. Parmi ceux-ci on peut citer le Pôle « Agroindustriel des savanes » Avec siège au Tchad; le Pôle « Pêche continentale » avec siège en RCA; le Pôle « Aluminium » avec siège au Cameroun; le Pôle « Ferro-alliages » avec siège au Cameroun; le Pôle « PNL et Pétrochimie » avec sièges au Cameroun et Gabon; et le Pôle « Raffinages des Produits pétroliers » avec siège au Congo ([17], [7]).

En fait, cette émergence se traduira par une réelle rupture dans la faible dynamique de la croissance des années antérieures des pays de la CEMAC, pour le passage à une croissance plus soutenue, plus régulière fondées sur des bases plus solides. Ainsi, la croissance passerait de 4,8% par an en moyenne sur la dernière décennie, à 8,5% par an entre 2009 et 2015 et 11% par an de 2016 à 2025 ([17]).

En effet, la mise en œuvre du PER passe par: i) Le renforcement de la gouvernance macro-économique (le renforcement du dispositif de surveillance multilatérale, la mise en place de la réforme fiscale et l'amélioration de la gouvernance économique, la mise en place du marché commun et le renforcement de la facilitation des échanges et le renforcement de la coopération sous-régionale); ii) La mise en place effective du marché commun et de la facilitation des échanges; iii) La construction d'infrastructures physiques

d'intégration; iv) La mise en place d'infrastructures et de services de soutien pour la compétitivité des moteurs de croissance ([17], [19]).

4 ÉVALUATION DE L'EFFET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT DU CAMEROUN

Pour évaluer les effets de l'intégration régionale en Afrique centrale sur le Cameroun, nous allons tour à tour mettre en évidence l'évolution des échanges inter-régional du Cameroun avec ses pays voisins avant de procéder par la suite à une évaluation empirique de la liaison.

4.1 L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES DU CAMEROUN AVEC LES PAYS DE LA CEMAC

La qualité et la quantité des échanges commerciaux des produits alimentaires entre le Cameroun et les autres pays de la sous-région représentent pour les autorités une très grande opportunité d'accélérer le processus d'intégration dans zone, d'augmenter les revenus des producteurs Camerounais et de réduire le taux de chômage ([16]). On s'accorde ainsi avec [13] qui pense que les opportunités de gains de revenu qu'offre les activités commerciales aux frontières constituent un important déterminants de développement économique régional dans son ensemble. S'il est bon que le Cameroun tire profit de l'ouverture commerciale en Afrique centrale du fait de l'augmentation du volume des échanges en zone CEMAC, on est au regret de constater que ces ventes se réalisent au détriment des consommateurs locaux ([16]). Un tel résultat se justifie par plusieurs facteurs: (i) l'accroissement du commerce transfrontalier entre le Cameroun et les pays de la sous-région s'est accompagné d'une hausse de prix des produits alimentaires au Cameroun: les offres des produits camerounais sont orientées vers les marchés sous régionaux au détriment des marchés locaux. La conséquence de ces actes est la forte tension des prix denrées alimentaire sur les marchés locaux ([16]); (ii) l'exode rural et le développement du transport par mototaxi, en majorité pratiqué par les jeunes à réduit considérablement l'offre de travail dans le secteur agricole.

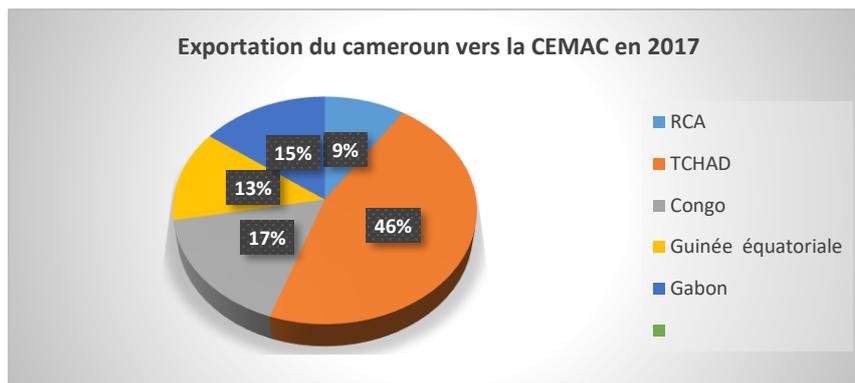


Fig. 1. Commerce intra-Régional, en Afrique centrale

Construction de l'auteur, donnée de la CNUCED (2017)

La figure ci-dessus présente l'évolution des exportations du Cameroun par rapport aux autres pays de la CEMAC pour l'année 2017 selon les données de la CNUCED (2017). A l'observation de cette figure, on constate que le Cameroun en Afrique Centrale est la mamelle nourricière des économies de la sous-région. Toutefois, le volume des échanges varie selon la destination. A ce titre, le Tchad est le pays vers qui les exportations agricoles du Cameroun sont allées le plus en 2017 avec un pourcentage de 46% contre pour le Congo la destination suivante avec 17%. Ceci montre bien que le Cameroun coopère véritablement avec ses voisins au plan commerciale. Pendant que les exportations se poursuivent, au niveau local, c'est la tension des prix qui s'observe avec le tableau ci-dessous construit par nos soins sur la base des données collectées sur le site internet de FAOSTAT en 2020. Ce tableau présente l'évolution des prix des denrées alimentaires dans les pays de la CEMAC. Un point focal est fait sur le Cameroun pour nous rendre compte que cet indice des prix croit de 2016 à 2020. Allant de -0,5 en 2016 à 2,71 en 2020. Soit une augmentation de 3,27 %. C'est donc dire que l'inflation au niveau des prix des denrées alimentaires est importante. La conséquence de cette flambée des prix sur le marché local est en partie expliquée par la croissance des exportations des produits concernés.

Tableau 1. Evolution des prix des denrées alimentaires dans les pays de la CEMAC entre 2016 et 2020

Années	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée	Tchad
2016	-0,569042	-5,047806	-1,326793	-3,39902	-10,064238
2017	1,347297	1,461755	-2,23581	-0,008154	2,15569
2018	2,185544	2,614251	6,934307	2,970156	-4,76074
2019	2,712161	1,43725	2,261611	3,320621	-0,08303
2020	2,401894	1,417204	1,903288	3,752572	6,008834

Source: construction de l'auteur à partir des données FAOSTAT

4.2 PRÉSENTATION DU MODÈLE

L'intégration régionale est un puissant facteur de développement en ce sens qu'elle promeut à la fois l'élargissement des marchés, la compétitivité et l'innovation. Lorsqu'elle est valorisée par les États membres d'une même communauté économique régionale, elle simplifie la vie des citoyens et leur garantit à la fois le bien-être et des meilleures conditions de vie. Pour mesurer ses effets sur la croissance économique, les modèles habituellement utilisés dans l'estimation reposent sur des études empiriques consacrées aux déterminants de la croissance selon [8] et [27] ([1]). Ainsi, le modèle de base dans cette étude de [27] et repris par [1] dans le cadre de son étude sur les effets de la libéralisation commerciale dans l'UEMOA. La relation mathématique que nous avons retenue dans ce modèle se présente comme suit.

$$Y_t = \beta Y_{t-1} + \alpha_1 Inv_t + \alpha_2 Ch_t + \alpha_3 Df_t + \alpha_4 Ipc_t + \alpha_5 Vte_t + \alpha_6 Demo_t + \alpha_7 Lib_t + \eta_t + \mu_t + \varepsilon_t \quad (1)$$

Avec: Y est le log du PIB par tête, tandis que Lib représente l'indicateur de la libéralisation des échanges; μ_t et η_t désignent respectivement les effets spécifiques temporels non observés et qui déterminent la croissance et de capter les chocs temporels qui affectent le niveau de l'output. ε_t est le terme d'erreur. Inv, Ch, Df, IPC, Vte désignent respectivement les logarithmes de l'investissement en capital physique, du capital humain, du développement financier, l'indice des prix à la consommation et la variation des termes de l'échange. Demo l'indicateur de la démocratie.

4.3 LA MESURE DES VARIABLES

Les données utilisées pour l'estimation de l'équation (1) sont annuelles allant de 1980 à 2015. Compte tenu de l'indisponibilité de certaines données, la variable démocratie sera exclue de l'estimation du modèle. Les bases de données de la Banque Mondiale (World Development Indicators, juin 2019 est la principale source des données. L'investissement en capital physique, le capital humain et le développement financier sont saisis respectivement à travers le taux d'investissement domestique (investissement domestique brut rapporté au PIB), le taux d'alphabétisation de la population adulte (population âgée de 15 ans et plus) et le crédit domestique au secteur privé en pourcentage du PIB. L'indicateurs de la libéralisation commerciale, représentant la variable intégration économique est représenté par le ratio d'ouverture commerciale.

4.4 LA MÉTHODE D'ESTIMATION ET LES RÉSULTATS

L'estimation des équations dynamiques comme l'équation (1) pose deux types de problèmes. Tout d'abord, il est impossible de prendre en compte tous les déterminants de la croissance. Ensuite, Certains facteurs tels que l'efficacité initiale, ne sont pas observables. Étant donné que l'intégration économique est un processus, le caractère dynamique des actions à entreprendre nous conduit du modèle vectoriel à correction d'erreur pour l'estimation de notre modèle économétrique. À ce titre et pour éviter de faire des régressions fallacieuses, une série de test sera réalisé pour s'assurer de la bonne qualité des données et de la correction effets pouvant biaiser la qualité des résultats finaux. Il s'agira de l'analyse des données par les tests de racine unitaire de Dickey fuller et de co-intégration de Johansen. 1988. Dont les résultats sont consignés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 2. Résultat de l'examen de la stationnarité des variables du modèle réalisé à travers le test de Racine unitaire de Dickey Fuller

Variable	Valeur du test	Valeur Critique à 5%	Trend	Constante	Conclusion
Lnpop	-2.920	-3.564	Oui	Non	I(1)
Lnpc	-3.560	-2.629	Oui	Non	I(0)
Lncredomest	-3.560	-0.521	Oui	Non	I(0)
Lnpibtete	-2.527	-3.560	Oui	Non	I(0)
Lninvedom	-1.684	-1.692	Non	Oui	I(0)
Lnouver	-2.615	-3.560	Oui	Non	I(0)
Terme_change	0.997	-3.564	Oui	Non	I(1)

Source: auteur par Éviews 7.2

Ce tableau montre bien que toutes les variables sont stationnaires donc de bonnes qualités pour la régression non fallacieuse du modèle choisi. Pour examiner l'existence et le nombre de relation que la variables expliquée (log du PIB par tête) avec chacune des variables explicatives, le test de co-intégration de johansen a été effectué à cet effet. Au terme de sa réalisation, les résultats consignés dans le tableau 3 ci-dessous montre qu'il existe au plus deux relations d'équilibres entre les variables au seuil de 5%. L'estimation a été réalisée sur le modèle large spectre (prise en compte de la constance et du trend).

Tableau 3. Résultat du test de Co-intégration de Johansen

Date: 1/15/ 2021 Time: 13: 34				
Sample (adjusted): 1982 2019				
Included observations: 37 after adjustments				
Trend assumption: Linear deterministic trend (restricted)				
Series: LNIPC LNCREDOMEST LNINVEDOM LNOUVER LNPIBTETE LNPOP TERME_ECHANGE				
Lags interval (in first differences): 1 to 1				
Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)				
Hypothesized		Trace	0.05	
No. of CE (s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob.**
None *	0.947721	251.9814	150.5585	0.0000
At most 1 *	0.793412	151.6419	117.7082	0.0001
At most 2	0.642977	98.02303	88.80380	0.0092
At most 3	0.546787	63.00455	63.87610	0.0591
At most 4	0.374809	36.09715	42.91525	0.2028
At most 5	0.262377	20.12741	25.87211	0.2195
At most 6	0.249983	9.780442	12.51798	0.1375
Trace test indicates 2 cointegrating eqn (s) at the 0.05 level				
* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level				
**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values				
Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)				
Hypothesized		Max-Eigen	0.05	
No. of CE (s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob.**
None *	0.947721	100.3394	50.59985	0.0000
At most 1 *	0.793412	53.61892	44.49720	0.0040
At most 2	0.642977	35.01848	38.33101	0.1144
At most 3	0.546787	26.90740	32.11832	0.1896
At most 4	0.374809	15.96974	25.82321	0.5474
At most 5	0.262377	10.34697	19.38704	0.5818
At most 6	0.249983	9.780442	12.51798	0.1375
Max-eigenvalue test indicates 2 cointegrating eqn (s) at the 0.05 level				
* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level				
**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values				
Unrestricted Cointegrating Coefficients (normalized by b*S11*b=I):				

Source: Eviews 7.2

4.5 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DES ESTIMATIONS

A la suite des résultats des tests relatifs à l'analyse des données ci-dessus présenté, les tableau 4 et 5 ci-dessous nous présente l'économie des résultats de l'estimation du modèle économétrique sur la base de la méthode vectorielle à correction d'erreur. Ses deux tableaux présentent respectivement les résultats de notre estimation à court et à long terme.

Tableau 4. Résultat de cours termes

		D (LNPIBTETE)				
C	D (LNOUVER)	D (LNIPC)	D (LNINVEDOM)	D (LNCREDOMEST)	D (LNPOP)	D (TERME_ECHANGE)
-28.669	-0.017	0.0359	0.0088	-0.200	3.091	0.005
[-3.74627]	[-0.957]	[0.327]	[2.544]	[-5.599]	[3.833]	[3.746]

Source: auteur Eviews 7

Tableau 5. Résultat de long terme

LNPIBTETE	LNOUVER	LNIPC	LNINVEDOM	LNCREDOMEST	LNPOP	TERME_ECHANGE
-0.358	0.042	-0.524	0.0195	-0.348	8.03	1.4
[-3.746]	[2.301]	[-4.86]	[3.55]	[-5.700]	[6.748]	(9.30)

L'observation des deux tableaux ci-dessus, montre la validité de notre modèle estimé. Avec une force de rappel (-0,38) négative et statistiquement différent de zéro, nous avons une raison de croire en la qualité des coefficients obtenus. À ce titre, nous constatons que si à court terme, seule deux variables ne sont pas significatives (ouverture commerciale et l'indice des prix à la consommation). Par contre à long terme, toutes les variables sont significatives et conformément aux prédictions théoriques en termes de signe attendu. On admet à ce titre que l'ouverture commerciale vue sous l'angle de l'angle de l'intégration économique régionale est un processus. Globalement, le fait que chacune de ces variables contribuent positivement à l'élaboration du PIB par tête montre que la vision du Cameroun à devenir émergent en 2035 peut être une réalité, toutes choses égales par ailleurs. À ce titre, le renforcement des dispositions y relatives renforcera le caractère positif de son influence sur les conditions de vie des populations et sur la croissance économique.

5 CONCLUSION

La facilitation du commerce intra-africain est l'un des facteurs clés de l'intégration africaine. Mais ce commerce est obstrué par des barrières tarifaires et douanières qui constituent l'essence des recettes fiscales des Etats africains. Le processus d'intégration économique dans lequel le Cameroun est engagé depuis des décennies, est bénéfique pour son projet d'émergence. Car le niveau de son intégration dans le marché commun en constitue une preuve de son enracinement. Aussi tirer profit des nouvelles opportunités d'échange avec les autres pays membres. Partant de notre test économétrique, nous avons constaté que l'investissement domestique, le capital humain, les termes de l'échange et l'ouverture commerciale influent positivement sur la formation du PIB par. Étant donné que la finalité pour un État à devenir émergent s'articule autour de la vision du bien être des populations. Si chaque individu est satisfait, l'ensemble de l'économie verra ses activités augmenter pour un niveau de croissance plus accru.

REFERENCES

- [1] Akilou A, « libéralisation commerciale et croissance économique dans les pays de l'union économique et monétaire ouest africaine »; faculté des sciences économiques et de gestion (faseg) université de lomé (togo); 7èmes journées scientifiques du réseau « Analyse Économique et Développement de l'AUF » Thème des journées « Institutions, développement économique et transition » Paris Les 7 et 8 septembre 2006.
- [2] Baldwin RE, « Global Supply Chains; why they emerged, why they matter and where are going » Londres, CEPR Discussion paper, n° 9103, 2012.
- [3] Bela. Balassa, « La Théorie de l'Intégration Economique (Londres: Allen et Unwin, 1962), dans UA (2011): état de l'intégration en Afrique; Microsoft Word - SIA French _4_ (au.int), 1962.
- [4] BAD, OCDE PNUD, « Perspectives économiques de l'Afrique, Les chaînes de valeur internationales », Paris 2014.
- [5] BAD, « Afrique Centrale -Document de stratégie d'intégration régionale 2019-2025 », VERSION RÉVISÉE - JUIN 2019.
- [6] Baudasse T., Montalieu T. Siren J. M. « les différentes formes d'intégration entre pays inégalement développés, in Commissariat Général du plan, l'intégration régionale, une nouvelle voie pour l'organisation de l'économie mondiale ? Bruxelles de Boeck university, 2001.
- [7] Barre E. et Kenen P. B., "Managing the world Economy under the bretton woods system", dans managing the worl economy; fifty years after bretton woods, dir. De Kene, Washington, Institute for international economics. P 11, 1994.
- [8] Barro, R.J., "Economic growth in a cross-section of countries", Quarterly Journal of Economics, 106, No 2, 407-443, 1991.
- [9] Brot J. et Hubert G. « intégration régionale et développement Présentation », Mondes en développement 2001/3 (N° 115-116), p. 11-13. DOI 10.3917/med.115.0011, 2001.
- [10] CEA, « Indice de l'intégration régionale en Afrique Indice de l'intégration régionale en Afrique UNION AFRICAINE » 2016.
- [11] Cooper C. A. and Massell B. F. « A new look at customs union theory », Economic Journal, LXXV, 300, pp. 742-747 1965.
- [12] Deblock Christian, « L'indice d'intégration régionale en Afrique, Transformations », Revue Interventions économiques, Mars 2017.
- [13] Dzaka-kikouta theophile et Tchouassi Gérard, « Intégration régionale en Afrique centrale: une analyse des théories, des contraintes et des perspectives, Colloque sur « La concurrence des organisations régionales en Afrique » » Bordeaux, les 28 et 29 septembre 2009.
- [14] DCG, « Les étapes de l'intégration économique régionale »; <http://dgc.jesf.fr/economie/2013/04/10/etapes-integration-economique-regionale/> 10 avril 2013.

- [15] Echinard Yann et Laetitia Guilhot le «Nouveau Régionalisme» de quoi parlons-nous?; P775-792 2006; http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2008/07/54_Echinard_et_Guilhot.pdf consulté le 7/11/2016.
- [16] Mireille S. Ntsama Etound, Le commerce agricole entre le Cameroun et les pays de la CEMAC. Economies et finances. Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I, 2014. Français. ffNNT: 2014CLF10442ff. fftel-01168195f (2014).
- [17] CEMAC « CEMAC 2025: Vers une économie régionale intégrée et émergente »; Programme Économique Régional 2009-2015; Volume 1: Rapport d'étape. 30 pages. 2009.
- [18] CNUCED, « Le développement économique en l'Afrique, Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique », Rapport 2009, Genève. (2009),.
- [19] Petiteville Franck, « Les processus d'intégration régionale, vecteurs de recomposition du système international ? » Études internationales, vol. 28, n° 3, 1997, p. 511-533.<http://id.erudit.org/iderudit/703774ar>; DOI: 10.7202/703774ar, 1997.
- [20] Robson P et Dunning J. H., "Multinational Corporate Integration and Regional Economic Integration"; First published: December 1987 DOI: 10.1111/j.1468-5965.1987.tb00308.xView/save citation 1987.
- [21] UMA, Union du Maghreb Arabe, créée en 1989; SADC: Southern African Development Community, créée en 1992; CEEAC: Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale, créée en 1983, etc 1992.
- [22] Fe Doukouré C., « Accords Commerciaux Régionaux: dynamique de l'intégration, des échanges et du développement dans l'Uemoa, université de paris i -pantheon sorbonne ufr des sciences économiques le 18 février 2013, thèse de doctorat 2013.
- [23] Koopman P, Powers W, Wang Z, Wei SD, « Give where credit is due: Tracing value Added in Global Production Chain » Cambridge MA: NBER doc n° 16426 (2010).
- [24] Lipsey R. G., « The Theory of Customs Unions », Economica, Paris. (1957).
- [25] Meade J. E., « The Theory of Customs Unions », Amsterdam, North Holland. (1956).
- [26] OCDE, Economies interconnectées. Comment tirer parti des chaînes de valeur mondiale ?, Paris, ed OCDE, 2014.
- [27] Sala-i-Martin, X., "Cross-sectional regressions and the empirics of economic growth", European Economic Review 38, 739-747.253. (1994):.
- [28] Tinbergen J., "The Velocity of Integration", De Economist, Vol. 139, 1, p1-11. (1991).
- [29] Venables, A. J., "Winners and losers from integration agreements". The *Economic Journal*, 113, pp. 747-761. October 2003.
- [30] Viner, J., « The Customs Union Issue ». New York, NY: Carnegie Endowment for international peace, 1950.
- [31] UA, « état de l'intégration en Afrique » 2011; Microsoft Word - SIA French _4_ (au.int).